Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8570917
Centre d'intérêt: 730

Saucier, Robert.

Rapport synthèse sur le dossier du "renouvellement de la formation générale" / Robert Saucier ; [pour le] Ministère de l'éducation, Direction générale de l'éducation des adultes, Service recherche et développement. -- [Québec] : La Direction, 1984.
19 f. ; 28 cm.

Descripteur(s): *Formation générale *Elaboration de projets *Service de l'éducation des adultes *Organisation du changement *Education des adultes

Le projet d'un renouvellement de la formation générale est issu de préoccupations communes à plusieurs membres de la Directon de la formation générale et socio-culturelle de la DGEA, préoccupations relatives aux valeurs, orientations, contenus, programmes, approches pédagogiques, etc. concernant la formation générale des adultes. Le document fait la synthèse du dossier portant sur le renouvellement de la formation générale. Il trace l'historique du projet entre 1980 et 1984, énonce la problématique, situe les divers cadres où s'inscrit le projet, parle de l'élaboration des programmes d'étude et du guide de reconnaissance et annonce qu'une enquête auprès des commissions scolaires ayant des projets FGR (formation générale renouvelée) était en cours en mars 1984.

Type de document: r

EDUQ 8570917

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale
de l'éducation des adultes

RAPPORT SYNTHESE SUR LE DOSSIER DU "RENOUVELLEMENT DE LA FORMATION GENERALE"

Robert Saucier
Service Recherche
Développement
Mars 1984

Pages

Table des matières

- Origine du projet et démarche 1
- o Avant 1981 1
  o En 1981-82 2
  o Recherche-action 3
  o En 1982-83 et 1983-84 6
- Problématique 8
- Cadre valoriel 11
- Cadre normatif 12
- Elaboration de curricula 13
- Cadre relationnel 14
- Guide de reconnaissance 15
- Cadre administratif 16
- Bilan des projets 18
- Conclusion 19

ORIGINE DU PROJET ET DÉMARCHE

Le projet d'un renouvellement de la formation générale est issu de préoccupations communes à plusieurs membres de la Direction de la Formation générale et socio-culturelle de la D.G.E.A., préoccupations relatives aux valeurs, orientations, contenus, programmes, approches pédagogiques, données organisationnelles, etc., concernant la formation générale des adultes.

Il apparaissait clairement que ce système devait être mis à jour. En effet, malgré le développement d'activités d'aide personnelle et d'animation communautaire, malgré le développement de modes et de formules d'organisation (enseignement dit individualisé ou personnalisé) et de programmes par objectifs, malgré l'élaboration d'un cadre d'organisation de la formation générale et le développement d'activités dites "complémentaires", malgré la multiplication de programmes clientèles tenant compte de besoins spécifiques des adultes et d'autres développements en cours ou prévus, plusieurs questions restaient sans réponse. Cette situation avait pour effet de favoriser l'ambiguïté sinon l'incohérence au niveau de certaines interventions de la D.G.E.A., et de laisser les organismes de formation aux prises avec des problèmes causant des préjudices parfois graves à certains adultes.

Avant 1981

Une première phase de travail dans ce dossier, avant 1981, a permis la production d'un certain nombre de textes visant à expliciter l'ensemble des problèmes reliés à la formation générale

des adultes. Par ailleurs, un plan d'action approuvé par la D.G.E.A. prévoyait la préparation de programmes, de tests et d'activités d'apprentissage, l'établissement d'un système de reconnaissance, et l'organisation de liens nécessaires avec les disciplines déjà en vigueur. Le travail effectif fut limité au premier volet mais s'est néanmoins avéré, aux dires des responsables de l'époque, "fastidieux et laborieux"(1). De plus, l'équipe de travail s'est quelque peu modifiée: certains membres sont partis et des nouveaux se sont ajoutés.

En 1981-82

Dans la deuxième phase (1981-82), la "nouvelle équipe" avait surtout pour mandat d'entreprendre une réflexion de base sur la formation générale et de fixer ses orientations. Il fallait en quelque sorte faire d'abord marche arrière pour consolider une pensée collective. De ce travail a émergé un ensemble de définitions et de principes sur lesquels toute l'équipe s'entendait et qui sont regroupés dans un document intitulé: "Quelques définitions... quelques principes..."(2).

Une tournée de consultation fut entreprise au printemps 1982 pour soumettre ces réflexions à un certain nombre de personnes autorisées. Ces personnes n'ont pas caché qu'elles "... éprouvaient de la difficulté à dégager une ligne directrice; la position de l'équipe n'apparaissait pas clairement..."(3).

Deux groupes de travail réunissant l'expertise de gens de diverses formations ont ensuite été formés pour travailler sur

---

(1) Résumé des travaux FG-1 pour l'année 1981-82, (rédigé par) Guylaine Brisson D.G.E.A., mai 1982, p.2.

(2) Equipe FG-1, D.G.E.A., décembre 1981, 8 pages.

(3) Guylaine Brisson, doc. cit. p.3-4.

deux aspects différents: l'un sur l'ensemble du système, l'autre sur le régime pédagogique. Un "modèle provisoire" d'une formation générale renouvelée fut présenté à ces groupes de travail lors d'une première réunion. Les participants ne parvinrent cependant pas à dégager les postulats qui étaient à la base de ces réflexions. On travailla alors plutôt à établir une liste de problèmes et à les décrire, les résoudre et envisager les impacts futurs.

Lors d'une deuxième rencontre de travail, il fut décidé, à partir d'un certain consensus sur le valoriel et la problématique, d'identifier quelques cibles de changement à expérimenter localement en formation générale.

Recherche-action

Notons en passant que c'est à cette époque qu'apparaît l'habitude de qualifier de "recherches-action" les divers projets locaux qui allaient éventuellement mettre à l'essai des façons de renouveler la formation générale. Cette adoption terminologique fut très spontanée et sans consensus semble-t-il, puisqu'un des membres du groupe de travail sur le régime pédagogique exprimait justement que pour lui, l'aspect sur lequel il fallait le plus mettre d'efforts était "l'identification du cadre à mettre en place en vue d'une recherche-action"(1).

Si on accepte comme définition générale de la recherche-action qu'il s'agit d'un processus:

> "de collecte systématique de données sur un système en cours, données relatives à certains objectifs, buts ou besoins de ce système;
>
> "de réinsertion de ces données dans le système;

---

(1) Annexe 1,"Objets d'intérêt des membres du groupe du régime pédagogique pour la réalisation de projets" du "Rapport de la session de travail du 7 juin 1982 à Montréal", rédigé par Guylaine Brisson.

> "de modifications des actions par l'altération de certaines variables à l'intérieur du système, sur la base des données recueillies et de nouvelles hypothèses;
>
> et d'évaluation des résultats de ces actions par la collecte de nouvelles données". (1)

on peut certes se demander s'il y a véritablement de la recherche-action dans le projet de renouvellement de la formation générale, faute d'avoir mis en place le cadre nécessaire à une telle recherche-action.

Il n'y a cependant pas nécessairement lieu de se formaliser à outrance d'une telle situation. L'emploi abusif du concept recherche-action pour parler d'une réalité qui n'est pas vraiment de la recherche-action peut être assimilé à une stratégie plus ou moins consciente visant à se donner une certaine liberté pour manoeuvrer "en paix" pendant un certain temps. Pour l'observateur extérieur qui prend connaissance de ce dossier par les traces écrites qu'il a laissées jusqu'ici et par ce que racontent les quelques "acteurs" qui y sont encore après plusieurs années, il apparaît clairement qu'il y a toujours eu une certaine oscillation entre des essais d'élaboration théorique d'un modèle assez complet et l'envie d'aller mettre à l'épreuve du terrain un certain nombre de convictions fortes. Le laxisme terminologique ("recherche-action") sert de paravent dans les circonstances pour justifier un passage à l'action que certains pourraient trouver prématuré, mais qui a au moins le mérite pour ceux qui s'en servent de les sortir de la paralysie dans laquelle les plonge régulièrement l'ampleur du phénomène éducatif qu'ils veulent renouveler.

---

(1) Wendell French, Cecil Bell,Jr., Organization Development: Behavorial Science Interventions for Organizational Improvement, Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall, 1973, p. 2.

Il y a cependant un revers à cette thérapeutique de l'action sous un couvert de "recherche-action", et c'est justement que faute d'avoir mis en place le cadre nécessaire à une véritable recherche-action, on se retrouve devant un univers concret (par opposition à l'univers abstrait d'un modèle théorique) qui est lui aussi d'une telle ampleur qu'on ne sait trop comment le saisir. Autrement dit, on se retrouve avec la même paralysie transportée sur le champ de l'action: faute d'avoir suffisamment fixé le modèle théorique, on est incapable de voir quel serait le modèle éprouvé qui émergerait d'une foule d'expérimentations.

C'est peut-être à ce niveau que se situe le plus grand défi actuellement dans ce dossier du renouvellement de la formation générale, c'est-à-dire précisément dans l'établissement de liens mutuellement "nourrissants" entre la "théorie" et la "pratique" de ce renouvellement.

Pour en revenir à la chronologie de la démarche suivie, signalons qu'en mai-juin 1982 un "rédacteur ad hoc" fut mandaté pour la production d'un document qui ferait la synthèse de la problématique et du valoriel du renouvellement de la formation générale, tels qu'on pouvait les dégager de toute la documentation produite jusque-là. Le document qui en est résulté "Affirmation pour un transfert des responsabilités"[1], marque une étape importante dans la clarification de quelques-unes des dimensions impliquées dans ce dossier.

---

(1) Rédigé par Raymond Blouin, DGEA, juin 1982, 12 pages.

En 1982-1983 et 1983-1984

L'année 82-83 voit les premières expérimentations locales dans un certain nombre de commissions scolaires. Ces expérimentations devaient débuter à l'hiver 1983, eurent effectivement lieu, mais furent énormément perturbées par toutes les grèves et le climat tendu qui caractérisèrent cette session scolaire. Un tel contexte ne se prêtait guère à l'innovation. On peut en quelque sorte considérer que dans les circonstances ce fut une douloureuse répétition générale à la veille de la première véritable saison du renouvellement de la formation générale qui allait se dérouler sur le terrain en 1983-1984, dans commissions scolaires.

Les deux groupes de travail, l'un sur l'ensemble du système, l'autre sur le régime pédagogique, continuèrent d'oeuvrer séparément, puis furent ensuite fondus en un seul groupe à l'automne 1983. Les résultats de leur travail le plus récent seront évoqués dans les pages qui suivent, au fil des différentes dimensions impliquées dans le renouvellement de la formation générale.

Signalons cependant déjà nommément, à cause de l'étape importante qu'il marquait alors, soit en juin 1983, le "Régime de formation des adultes"(1), c'est-à-dire la version provisoire du régime pédagogique qui devrait s'appliquer dans une formation générale renouvelée.

---

(1) Raymond Blouin, Régime de formation des adultes, version provisoire, D.G.E.A., juin 1983.

Dans l'ensemble et pour en revenir au défi dont nous parlions précédemment, ce défi semble heureusement en bonne voie d'être relevé puisque l'hiver et le printemps 1984 ont vu la parution de plusieurs documents qui manifestent qu'on est en train de passer de l'implicite à l'explicite et que les relations entre un projet global de renouvellement de la formation générale et les diverses actions qui se font en ce sens dans les commissions scolaires semblent destinées à devenir des relations de croissance partagée, les actions tenant compte d'un projet global qui s'exprime finalement d'une façon plus précise, et ce projet global tenant lui-même compte de l'expérience qu'il acquiert dans les diverses actions ainsi expérimentées localement.

PROBLEMATIQUE

"Ensemble de problèmes dont les éléments sont liés"
Petit Robert, 1977, p. 1534

Pourquoi renouveler la formation générale? Parce qu'il est apparu que celle-ci souffrait d'un ensemble de problèmes dont les éléments étaient liés et que par conséquent il serait logique d'élaborer globalement une nouvelle formation générale qui viendrait répondre à cet ensemble de problèmes,plutôt que de se contenter de solutions parcellaires qui forcément laisseraient le problème... "partiellement entier"!

Rappelons brièvement les principaux problèmes qu'il faudrait résoudre pour renouveler globalement la formation générale:

1) Accessibilité limitée

La formation générale n'est pas suffisamment accessible aux adultes qui manquent du minimum pour fonctionner de façon autonome.

2) Contenus disfonctionnels

L'offre conditionne trop souvent la demande: on préjuge des besoins de l'adulte et de la réponse à lui offrir. Comme dirait l'un: "Pourquoi me dites vous que vous avez besoin d'apprendre le français, à moi qui ne veux

pas vous montrer le français et qui vous l'enseignerai pourtant, à vous qui savez déjà le français?[1]".

3) Rigidité du régime pédagogique

Les adultes devant, selon une conception boîteuse mais... courante de la vie, tout savoir pour fonctionner, on préférera empiler de nouveaux contenus sur les anciens plutôt que de s'occuper de façon souple et pratique des adultes eux-mêmes, de leurs désirs, choix, responsabilité, plaisir d'apprendre et de vivre bien et fonctionnellement.

4) Insuffisance des services d'accueil et de référence

Les adultes qui, après une absence plus ou moins longue, "reviennent aux études" pour poursuivre leur formation de base ont de la difficulté à nommer leurs problèmes et les besoins qui en découlent, et à faire des choix judicieux. Or l'insuffisance des services d'accueil et de référence a comme conséquence qu'on restreint les adultes à des cheminements prédéfinis qui sont à des lieues d'une formation sur mesure et d'un contrat de formation.

---

(1) Pour pasticher le titre d'un texte de Jules Desrosiers sur les "besoins" en éducation populaire: Pourquoi me dites-vous que vous avez besoin d'apprendre la couture, à moi qui ne veux pas vous montrer la couture et qui vous l'enseignerai pourtant, à vous qui savez déjà coudre?, D.G.E.A., Service Recherche-Développement, Montréal, novembre 1983. Ou encore, comme dirait... l'autre: "La formation générale devant les adultes, c'est pire qu'un p'tit chien devant un poteau. Le p'tit chien sent un besoin à éliminer chaque fois qu'il rencontre un poteau, alors que la formation générale sent un besoin à créer à chaque fois qu'elle rencontre un adulte!?".

5) Régime de reconnaissance inadéquat

Le régime de reconnaissance englobe conventionnellement à la fois ce qui est appris et les façons de le faire (durées, séquences, formules d'apprentissage...) négligeant ainsi de multiples situations d'apprentissage où l'école n'est pas impliquée.

6) Des normes trop étroites dans l'attribution des budgets aux organismes

Ces normes n'intègrent pas facilement les activités éducatives autres que la formation en classe et font craindre qu'une démarche dans le sens de la reconnaissance de l'expérience acquise n'entraîne une décroissance des ressources.

CADRE VALORIEL

Renouveler la formation générale parce qu'elle souffre d'un ensemble de problèmes comme nous venons de le dire, mais aussi parce qu'on a "à coeur" (au coeur plus qu'à l'esprit en quelque sorte) un certain nombre de valeurs qu'on voudrait voir appliquées, se développer en formation générale.

Comme nous l'avons souligné plus haut, ces valeurs ont d'abord été synthétisées dans un document publié en juin 1982 (1). On y affirme que le renouvellement de la formation générale doit s'accompagner d'un transfert vers les adultes concernés des responsabilités de leur formation, un transfert de pouvoir donc, autant dans la finalité de cette formation que dans ses contenus et son approche.

Un deuxième document (2) publié en mars 1983 et issu du groupe qui travaillait cette année-là sur l'ensemble du système de formation générale, ajoutait des considérations supplémentaires sur le type de société qui correspondrait idéalement aux valeurs privilégiées dans le renouvellement proposé de la formation générale, identifiait quelques engagements souhaitables de la part des organismes de formation pour respecter ces mêmes valeurs, suggérait des pistes pour une charte des droits des adultes quant à leur formation et signalait enfin des attitudes essentielles au respect de ces valeurs de la part de tous les intervenants, y compris les adultes en formation générale.

---

(1) Raymond Blouin, Affirmation pour un transfert des responsabilités, D.G.E.A., juin 1982, 12 pages.

(2) Claude Poulin, Une formation générale en voie de renouvellement et à la recherche d'un cadre valoriel, mars 1983, 13 pages.

CADRE NORMATIF

La traduction du cadre valoriel en une activité éducative qui correspond à ce cadre valoriel exige des moyens. C'est dans le régime pédagogique qu'on retrouve un ensemble de moyens agencés et coordonnés, destinés à favoriser la poursuite d'une expérience d'apprentissage déterminée. L'introduction de la version provisoire du "Régime de formation des adultes" parle d'un "cadre normatif dans lequel se déroule l'activité éducative. Le régime permet, incite et même conditionne une certaine activité éducative."Il s'agit concrètement d'un"... ensemble organique de modalités (règles, normes et conditions) qui traduisent des principes directeurs et régissent l'activité éducative".(1)

Rappelons pour mémoire les cinq principes directeurs qui sont le trait d'union entre le cadre valoriel et l'ensemble de modalités décrites dans le régime pédagogique:

- L'adulte comme agent principal de sa formation.
- Un régime sur mesure pour les adultes.
- Une garantie d'accessibilité.
- Un outil de développement.
- Une déscolarisation des pratiques.

---

(1) Régime de formation des adultes , version provisoire, D.G.E.A., juin 1983, p.5.

ELABORATION DE CURRICULA

L'actuel essai de renouvellement de la formation générale ne pouvait négliger la nécessité de mener l'action éducative d'une façon consciente et organisée, pour qu'elle soit conforme aux orientations d'une formation générale renouvelée. Une équipe a donc été spécifiquement chargée de travailler à la production d'un outil qui permettrait au réseau éducatif d'élaborer des curricula pertinents.

Ce travail de longue haleine a énormément progressé en 1983-84. Une version de l'outil a été proposée à des représentants de projets F. G. R. dans les commissions scolaires, dans le cadre d'ateliers tenus à Québec les 14, 15 et 16 mars 1984.

On a alors pu vérifier dans quelle mesure l'instrument permet, comme il le prétend, d'agir de manière consciente et organisée...

" - en resituant dans un cadre conceptuel commun les liens entre la politique éducative, les démarches (intellectuelles, socio-affectives) et les objectifs exprimés en termes d'activités observables et en assurant ainsi la cohérence entre les fins, les buts et les objectifs;

- en articulant, dans un continuum, l'énoncé des objectifs opérationnels aux moyens et aux situations d'apprentissage mis en oeuvre pour les atteindre;

- en reliant l'apprentissage réalisé à la fonction évaluative que la mise au point d'un plan d'évaluation précise et que la sélection ou la réalisation d'instruments adéquats rend effective" (1).

---

(1) Méthode d'élaboration de curricula, module 0, Considérations générales, l'équipe, D.G.E.A., 1984, p. 3.

CADRE RELATIONNEL

Une autre dimension du système éducatif est le cadre relationnel, c'est-à-dire la traduction de l'énoncé de valeurs que constitue le cadre valoriel en une certaine forme d'activité éducative, cette dernière étant constituée par les interactions entre les adultes et les intervenants, entre les adultes et l'environnement éducatif et enfin entre les adultes eux-mêmes. Cette activité déborde l'apprentissage en classe comme tel pour englober toute la vie dans le centre de formation; pour englober également la pré-formation comme la post-formation.

En 1983-84, un sous-comité a travaillé sur cette dimension de façon théorique dans un premier temps, puis à l'intérieur d'ateliers tenus à Québec les 13,14 et 15 février, en relation directe avec des personnes participant aux projets dans les commission scolaires.

Les résultats de ces travaux ont été synthétisés dans un texte intitulé: La relation formateur-apprenant, document # 1, Les rôles: problématique et stratégie de changement (1). On y trouve plus précisément les dimensions de la relation formateur-apprenant impliquées dans un renouvellement de la formation générale, la liste des contraintes qui font qu'actuellement la relation formateur-apprenant peut difficilement bouger et s'améliorer et finalement l'énoncé de certaines conditions minimales pour que réussisse une stratégie de changement basée sur l'intéraction des formateurs et des adultes.

---

(1) Michelle Le Quellec, février 1984, 10 pages.

GUIDE DE RECONNAISSANCE

Les travaux relatifs à l'élaboration d'un guide de reconnaissance n'ont à vrai dire commencé que cette année dans le dossier du renouvellement de la formation générale. Tout au plus, faut-il rappeler qu'en 82-83 quelques accommodements ont été élaborés pour que certaines commissions scolaires aient plus de latitude dans leur expérimentation de certaines formes de renouvellement de la formation générale.

Plus récemment,à l'hiver 1984, il est apparu que divers comités, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du ministère de l'Education,travaillaient concurremment sur cette question. Afin d'éviter d'inutiles doublement des travaux et dédoublement des énergies, il a été décidé qu'une représentante des "Associés F.G.R." se joindrait à un comité de travail sur la reconnaissance qui avait été mis sur pied par la Table des responsables des services d'éducation des adultes des commissions scolaires du Québec (TREAQ). Cette jonction économique des efforts a également l'avantage de rendre le renouvellement de la formation générale perméable à un univers plus large que celui des seules commissions scolaires ayant un projet "F.G.R.", un univers où il apparaît déjà que les valeurs associées au projet global de renouvellement de la formation générale sont assez largement partagées.

Il est prévu que ce groupe de travail produira un document faisant le point sur ses réflexions en juin 1984.

CADRE ADMINISTRATIF

Une des dimensions du système scolaire est constituée par les structures administratives qui encadrent en quelque sorte l'activité éducative. Dans la perspective d'un essai de renouvellement de la formation générale, on ne peut négliger cet aspect du système. Le Conseil supérieur de l'Education affirmait à cet égard que l'organisme scolaire est:

> "un système, c'est-à-dire un ensemble structuré dont les divers éléments agissent et réagissent les uns sur les autres (...) en vue d'atteindre expressément certains objectifs prescrits en matière de formation et d'éducation. La complexité du système scolaire ne provient pas seulement de la diversité et de la multiplicité des fonctions et des structures qui le composent. Elle provient aussi et surtout des rapports de toutes sortes qui existent entre les composants essentiels de cet organisme. Rapports de toutes natures qui font qu'un changement introduit dans une partie se fera sentir aussitôt sur les autres". (1)

Ainsi on ne peut nier par exemple que divers éléments relatifs à l'emploi et au travail des formateurs (charges d'enseignement, proportion enseignant/enseigné, heures de présence, etc.) bien que définis par des actes administratifs, ont néanmoins une portée considérable sur le régime pédagogique.

On avait d'abord cru (en 1982-1983) que cet aspect du renouvellement de la formation générale découlerait du reste. Des problèmes qui ont surgi sur le terrain cette année ont cependant mis en évidence le fait qu'il fallait se pencher sur les

---

(1) L'activité éducative, Rapport annuel 1969-1970, Conseil supérieur de l'Education, p. 9.

structures administratives en tant qu'un des éléments déterminants du système scolaire et préciser quel serait le cadre administratif qui conviendrait à une formation générale renouvelée. A toutes fins pratiques, le dossier n'est pas rendu plus loin que ce constat à ce moment-ci.

Reste très ferme cependant l'intention de départ à l'effet de mettre fin à toute situation où:

> "L'institution exerce une responsabilité absolue sur la gestion et la conduite des activités de formation et a ainsi tendance à maintenir des attitudes d'autosuffisance sur les finalités et le processus de formation." (1)

---

(1) Note de service aux membres du comité de régie de la D.G.E.A. à propos du "Développement de la formation générale", Direction de la formation générale et socioculturelle, 27 août 1982, p. 2.

BILAN DES PROJETS

Un questionnaire a été envoyé fin mars aux Commissions scolaires ayant des projets F.G.R. Ce questionnaire voulait aider chacune des Commissions scolaires à faire le bilan de la saison 83-84, et ce à l'intérieur d'un cadre qui, il faut le dire, forçait la systématisation de cette réflexion en fin de parcours.

Les réponses à ce questionnaire constituent par ailleurs un lien supplémentaire, et tellement nécessaire comme nous le soulignions plus tôt, entre un projet global qui se précisera de plus en plus en tenant compte justement de l'expérience acquise dans ces diverses actions où il s'expérimente en quelque sorte.

Le rapport présentant les résultats de cette recherche sera disponible à la mi-mai.

CONCLUSION

Au moment où ce rapport synthèse sera plus largement diffusé, il est fort possible que plusieurs aspects ici abordés auront connu quelques nouveaux développements. En attendant un "update" toujours possible, on pourra se maintenir à la fine pointe de l'actualité en interrogeant les responsables de chacun de ces aspects.

Quant au reste, je souhaite sincèrement laisser chacun tirer sa propre conclusion sur l'état du dossier à ce moment-ci, quitte à la confronter avec celle d'autres lecteurs et lectrices par la suite.

Si par contre, vous êtes amateur de happy ending et que les fins ouvertes à interprétations multiples vous sont totalement irritantes, la page 7 saura vous plaire.